
DÉMOCRATIE DES CONSEILS VERSUS DICTATURE DU PARTI

COMMUNISME CONTRE BOLCHEVISME

« Rätedemokratie statt Parteidiktatur. Kommunismus als Gegensatz zum Bolchevismus », est paru dans la revue *Sklassen* n°4-5 (septembre-octobre 1994) On le trouve aussi sur <https://anarchismus.at/ueber-den-tellerrand-blicken/raetekommunismus/286>. Cette traduction a été publiée dans *Échanges* n° 91 (automne 1999).

1.

« **S**upposons que (...) la direction centrale (...) répartisse équitablement la masse des produits en fonction du niveau de vie, le fait reste qu'en dépit de la bonne marche des affaires, les producteurs n'ont aucun contrôle sur l'appareil de production. Celui-ci ne sera pas aux mains des producteurs, mais au-dessus d'eux. Ce qui ne peut mener inévitablement qu'à une répression violente des groupes en désaccord avec cette direction. Le pouvoir économique central est aussi le pouvoir politique. Tout élément oppositionnel qui, soit en politique, soit en économie, aura un point de vue différent de celui de la direction centrale, sera réprimé par tous les moyens dont dispose l'appareil tout-puissant (...). C'est ainsi que l'association de producteurs libres et égaux, annoncée par Marx, devient un État concentrationnaire comme nous n'en avons encore jamais connu. »

Cette citation est extraite d'un ouvrage qui démontrait, voilà plus de soixante ans, que les rapports de production se développant en Russie depuis 1917 n'avaient rien à voir avec le communisme au sens où Marx et Engels l'entendaient (1). Lorsque cet écrit parut, la vague de terreur des années 1930 appartenait encore à l'avenir ; elle avait été simplement anticipée. Cependant, cette critique de la société soviétique n'était pas motivée par un quelconque événement politique, comme ce règne de la terreur qui

(1) *Grundprinzipien kommunistischer Produktion und Verteilung*, première édition allemande, Berlin 1930; réédition, Berlin 1970. Il existe une traduction française de cet ouvrage (outre les extraits publiés en 1971 dans le supplément au n° 101 de *Informations Correspondance Ouvrières*) sur le site <http://www.mondialisme.org/spip.php?article1308> et la même, augmentée d'une préface de Paul Mattick, sur https://bataillesocialiste.files.wordpress.com/2010/06/gic_1930.pdf. Un résumé (par Adalbert Hennaut) de l'ouvrage a été publié en 1935 par la revue *Bilan* n° 19 (mai-juin 1935, <http://archivesautonomies.org/spip.php?article2420>), 20 (juin-juillet 1935, *ibid.* article2426), et 21 (juillet-août 1935, *ibid.*, article2431).

allait venir plus tard par exemple, mais par une analyse économique. Partant de là, le stalinisme, alors en pleine expansion, y était considéré comme l'expression politique d'un système économique d'exploitation fondé sur un capitalisme d'État. D'ailleurs pas uniquement le stalinisme !

Ce texte était un travail collectif. Ses auteurs appartenaient à un courant qui avait pris forme dans les années suivant la première guerre mondiale et qui se distinguait par une critique rigoureuse de la social-démocratie tout comme du bolchevisme. C'était en outre un courant qui, partant de la vie quotidienne de la classe ouvrière, était arrivé à de nouvelles conceptions au sujet de la lutte de classes. Par suite, il qualifiait la social-démocratie et le bolchevisme de « vieux mouvement ouvrier » qu'il opposait au « nouveau mouvement des ouvriers ».

On comptait depuis le début, parmi les porte-parole de ce courant, des marxistes allemands et hollandais qui étaient entrés en politique à l'aile gauche de la social-démocratie, mais qui, au cours des années d'un combat incessant contre le réformisme, critiquaient de plus en plus ce mouvement social-démocrate. Les plus connus étaient les Hollandais Anton Pannekoek (1873-1960) et Herman Gorter (1864-1927), et les Allemands Karl Schröder (1884-1950) et Otto Rühle (1874-1943). Plus tard, Paul Mattick (1904-1980), beaucoup plus jeune, en sera également un des théoriciens les plus marquants.

Pannekoek, qui, au tournant de ce siècle, avait attiré l'attention par ses réflexions sur la philosophie marxiste, avait été actif en Allemagne de 1905 jusqu'à l'éclatement de la première guerre mondiale, une année d'abord à Berlin où il avait enseigné à l'école du SPD, puis, après avoir été expulsé de Prusse parce qu'il était étranger, dans la ville libre de Brême. Il s'établit comme correspondant de presse et publia des articles dans le journal radical *Bremer Bürgerzeitung*. Là, à Brême, il n'était pas seulement en relation étroite avec ceux qu'on a appelé les « gauches de Brême », mais il fut aussi témoin de quelques grèves spontanées importantes des ouvriers des chantiers navals de cette ville. Ces expériences ont sensiblement influencé ses conceptions sur la lutte de classes et ses formes. Elles l'ont amené, conjointement à son interprétation du marxisme, à rejeter tout naturellement, très tôt, tout comme d'ailleurs Gorter à la même époque, les conceptions bolcheviques sur l'organisation, la stratégie et la politique.

Otto Rühle, qui « ne put jamais complètement s'identifier à aucune organisation [dans le mouvement ouvrier], mais ne perdit jamais de vue les intérêts généraux de la classe ouvrière » (2), fit

(2) Paul Mattick, « Otto Rühle und die deutsche Arbeiterbewegung », dans : *Spontaneität und Organisation*, Suhrkamp, 1975, p. 7. (Traduction française : « Otto Rühle et le mouvement ouvrier allemand », in Otto Rühle, *Fascisme brun, fascisme rouge* [réédité en 1939 mais publié seulement en 1971 en allemand] cahier Spartacus n° 63B, 1975, citation p. 67 ; cette traduction a été reprise dans le recueil *La révolution n'est pas une affaire de parti*, Entremonde, 2010, citation p. 3.) (NdT.)

de même au début des années 1920. Il fut sans doute le premier à montrer que la révolution prolétarienne était tout à fait autre chose qu'une révolution bourgeoise et qu'elle devait nécessairement créer d'autres formes d'organisation. C'est pourquoi il combattait l'illusion selon laquelle la révolution était une affaire de parti et le but du parti la victoire de la révolution. Il écrivait : « La révolution n'est pas une affaire de parti (...) [mais] l'affaire politique et économique de la totalité de la classe prolétarienne (3). »

Ce sont ces conceptions, développées ultérieurement plus en détail, qui caractérisent ce courant qui allait se dessiner peu à peu. Il fut désigné sous le nom de communisme de conseils dès le début des années 1920 parce qu'il défendait la démocratie des conseils en se fondant sur l'expérience des révolutions russes [1905 et 1917] et allemande [1918], bien qu'elles aient évolué de manière différente, et rejetait résolument toute dictature de parti. Ce nom devait en outre servir à le démarquer du bolchevisme qui, lui aussi, se déclarait communiste. Toutefois, le communisme de conseils de ce courant n'était, dans les débuts, pas aussi mûrement réfléchi qu'il le fut plus tard ; ainsi qu'en témoignent sa position sur la question de l'organisation et son analyse de la structure de la société soviétique.

2.

Lorsque Gorter s'opposa à Lénine dans un ouvrage célèbre (4), c'est à peine s'il concevait que le communisme de conseils, dont le nom n'existait pas encore, était en contradiction avec le bolchevisme. Au contraire ! Gorter allait jusqu'à souligner que lui-même était totalement en accord avec Lénine sur de nombreux points. Il lui reprochait seulement d'avoir une appréciation absolument fautive du capitalisme et de la classe ouvrière d'Europe occidentale, donc des rapports sociaux et politiques en Europe de l'Ouest. Par conséquent, les instructions et directives de Lénine adressées aux partis occidentaux adhérant à la Troisième Internationale, qui venait entre-temps d'être fondée, étaient erronées ; ces partis communistes n'étaient pas en mesure d'y obéir et, selon Gorter, ne devaient pas le faire.

Gorter demeurait un pas en arrière de Rühle. Il est vrai que celui-ci, tout comme Gorter, n'avait pas encore une compréhension claire du caractère profond de la révolution russe, de ce qu'elle avait réalisé et allait encore réaliser ; toutefois il soutenait déjà que

(3) Otto Rühle (1874-1943), « Die Revolution ist keine Parteisache », dans : *Dokumente der Weltrevolution*, tome 3 : *Die Linke gegen der Parteiherrschaft*, Olten und Freiburg 1970, p. 334. [Traduction française : « La révolution n'est pas une affaire de parti », dans : *La Gauche allemande*, supplément au n° 2 d'*Invariance*, année V, série II, 1973. Citation thèse VI, p. 118 (NdT). Rééd. Entremonde, *op. cit.* – citation p. 87.] Voir aussi, en traduction française : « Moscou et nous » et « Compte rendu sur Moscou » [*Die Aktion*, 1920], dans (*Dis*)*continuité* n° 11 (juin 2001), trad. reprise dans Jean Barrot/Denis Authier, *Ni parlement, ni syndicats : les Conseils ouvriers !*, éd. Les Nuits rouges, 2003, p. 139 et p. 147. « La Lutte contre le fascisme commence par la lutte contre le bolchevisme » (en anglais dans la revue nord-américaine *Living Marxism*, vol. 4, n° 8, septembre 1939), trad. dans Korsch/Mattick/Pannekoek/Rühle/Wagner, *La Contre-révolution bureaucratique*, éd. 10/18, 1973, et dans *La révolution n'est pas une affaire de parti*, Entremonde, 2010.

(4) Herman Gorter, *Offener Brief an den Genossen Lenin* (1920), [traduction française : *Réponse à Lénine-Lettre ouverte au camarade Lénine*, Librairie

ouvrière, 1930, rééd. cahier Spartacus n° 109B, juillet-août 1979 (NdT).] Voir *infra*, p. 50, note 3.

(5) Otto Rühle, « Die Revolution ist keine Parteisache », *op. cit.*, p. 334. [Plus précisément, O. Rühle parle des « (...) trois partis sociaux-démocrates (...) » ; voir *La révolution n'est pas une affaire de parti*, *op. cit.*, éd. Entremonde p. 87 (NdT).]

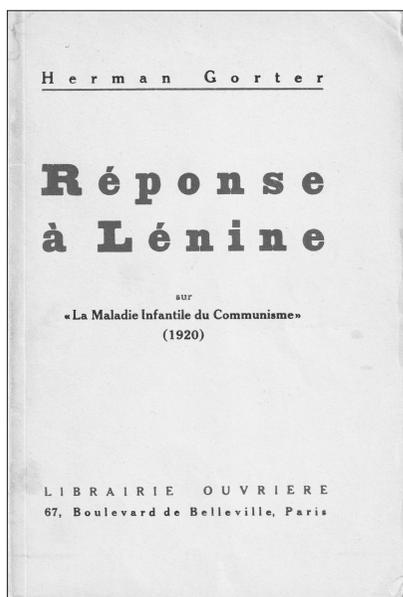
les partis de la Troisième Internationale n'étaient plus communistes (5). Il suffit seulement de quelques années de plus pour que le communisme de conseils se sépare beaucoup plus nettement du bolchevisme. Son point de vue sera alors que l'Octobre communiste, ou socialiste, a balayé le tsarisme et les relations féodales, ouvrant ainsi la voie aux rapports capitalistes.

Mais les communistes de conseils ne se contentèrent pas de cette simple constatation. Ils ont démontré qu'un mode de production tel que celui de la Russie, fondé sur le travail salarié, c'est-à-dire sur la force de travail en tant que marchandise et la valeur de cette marchandise comme base de tout le processus économique, ne pouvait mener qu'à la création de plus-value et à l'exploitation de la classe ouvrière. Ils ont fait remarquer que cela ne changeait rien si la plus-value ainsi créée allait à des capitalistes privés ou à l'État propriétaire des moyens de production nationalisés ; Marx avait déjà expliqué qu'étatisation des moyens de production et socialisme n'étaient pas des termes équivalents.

Ils ont fait plus ; ils ont montré dans le texte cité au début de cet article que dans le capitalisme d'État en Russie, dont Lénine a pu dire : « La machine ne va pas où le conducteur veut qu'elle aille ; ce ne sont pas les bolcheviks qui commandent la machine (économique), mais au contraire elle qui les commande », la production obéit aux mêmes lois que dans une économie capitaliste classique.

Ils écrivaient (s'appuyant sur les *Randglossen zur Gothaer Programm* [*Gloses marginales au programme de Gotha*] de Marx et un extrait de *l'Anti-Dühring* d'Engels) qu'il peut y avoir abolition de l'exploitation seulement si le travail salarié est aboli, c'est-à-dire si la quantité des biens nécessaires à un producteur n'est plus déterminée par la valeur de sa force de travail mais par son travail, ou plus précisément : par le temps de travail utile. Pour pouvoir parler d'une association de producteurs libres et égaux, le temps de travail doit être la mesure de la production.

Il n'est pas possible ici de rendre un compte détaillé des arguments et explications économiques donnés dans ce texte. Disons simplement que ses auteurs communistes de conseils ont développé deux idées complémentaires : ils ont signalé, en désignant Moscou du doigt, ce que le



communisme n'est pas, et examiné simultanément quels sont les préalables et les conditions d'une société réellement communiste. Du coup, les divergences entre communisme de conseils et bolchevisme s'affirmèrent plus clairement.

3.

Il découle logiquement de ce que nous venons de dire que le communisme de conseils ne fait pas une critique particulière du stalinisme, mais bien du bolchevisme en général. Les communistes de conseils ne considèrent pas le stalinisme comme une sorte de « contre-révolution » qui aurait dérobé les fruits de la révolution d'Octobre. Pour eux, le stalinisme est lui-même un fruit de cette révolution qui a ouvert définitivement les portes au capitalisme en Russie. Malgré les préventions contre lui exprimées par Lénine dans son testament, Staline n'en était pas moins son héritier, et le stalinisme un legs du bolchevisme et de la révolution bolchevique.

Les communistes de conseils avaient critiqué certains aspects importants du bolchevisme et de la révolution bolchevique. Mais, peu à peu, dans la mesure où les changements qui avaient lieu en Russie se révélaient plus crûment, ces diverses critiques débouchèrent sur une seule, qui les reliaient toutes entre elles. On ne parla plus d'appréciations « erronées », d'organisation « inappropriée » ou de politique « funeste ». On comprit alors que tous les aspects du bolchevisme et toutes les étapes de son évolution dérivait logiquement de ses tâches et de son rôle dans la société.

Mais il fallut du temps pour en arriver là ; tout comme il fallut du temps pour que, suivant en cela l'évolution de la société, les conceptions et la pratique du communisme de conseils se transforment. Le communisme de conseils, qui saluait dans les conseils formés durant les révolutions russes et allemande les organes de l'exercice du pouvoir prolétarien et en avait élaboré la théorie, se présenta paradoxalement tout d'abord sous la forme d'un parti, une phase durant laquelle Karl Schröder (6), en particulier, fut extrêmement actif. Ce fut l'époque du KAPD en Allemagne et du KAPN en Hollande (7), qui affichaient leur volonté de ne pas participer aux élections au parlement bourgeois, ni de s'occuper de politique.

Rühle qui, comme nous l'avons vu, disait en 1920 que la révolution n'était « pas une affaire de parti » et voyait à proprement parler dans le parti, aussi loin qu'on puisse remonter, « au fond une forme d'organisation [non] du prolétariat mais de la bour-

(6) Karl Schröder (1884-1950) fait des études de littérature avant d'adhérer en 1913 au parti social-démocrate (SPD). En 1918, il devient rédacteur du journal *Die Rote Fahne*, organe du Parti communiste (KPD), dont il est exclu dès 1919 en raison de ses positions d'extrême gauche. En 1920, Schröder est un des fondateurs du Parti communiste ouvrier (KAPD). Il soutient l'adhésion du KAPD à la Troisième Internationale, puis s'en éloigne en 1921 et en est exclu. Il retourne alors à l'aile gauche marxiste du SPD et mène une action d'éducation ouvrière. Il est des fondateurs en 1932 des Rote Kämpfer (Combattants rouges), conseillistes. Arrêté en 1936 par la Gestapo, il est condamné à quatre ans de détention dans plusieurs camps de concentration. En 1945, Schröder travaille à la reconstruction du système scolaire et de la formation continue à Berlin. Il s'efforce aussi de rassembler d'anciens membres des Rote Kämpfer à Berlin-Ouest.

(7) KAPD : Kommunistische Arbeiter Partei Deutschlands, Parti communiste ouvrier d'Allemagne, né en mars 1920 d'une scission du parti communiste (KPD). KAPN : Kommunistische Arbeiter Partei von Niederlande, Parti communiste ouvrier des Pays-Bas.

geoisie (8) », définissait cependant le KAPD et son parti frère en Hollande, pour des considérations tactiques : « Le “nouveau parti” communiste qui n’est plus un parti (9). » Gorter partageait un avis identique ; et le KAPD et le KAPN donnaient d’eux-mêmes une définition qui allait dans le même sens.

Quatre années plus tard, en 1924, Rühle s’exprimait tout autrement : « Un parti révolutionnaire au sens prolétarien du terme, écrivait-il, est une absurdité. Il ne peut être révolutionnaire qu’au sens bourgeois, et seulement au moment du passage du féodalisme au capitalisme (10). » À peine une décennie plus tard, ces « absurdités » avaient disparu de la scène sociale, pour les raisons que nous avons invoquées ci-dessus. Mais l’idée d’un parti prolétarien révolutionnaire reparut de temps à autre dans certaines circonstances que nous laisserons ici de côté, comme par exemple dans *Fünf Thesen über den Klassenkampf* [« Cinq thèses sur la lutte de classe »], un texte rédigé par Pannekoek en 1946 (11). Puis, elle fut définitivement enterrée.

Entre-temps, le communisme de conseils sortait de l’enfance. Le fait qu’il conçut la révolution russe comme une révolution bourgeoise et les rapports de production en Russie comme du capitalisme d’État élargit son regard sur des choses dont quelques-unes sont, aujourd’hui seulement, mûres pour une étude plus approfondie. Tandis que d’autres phénomènes, analysés très tôt, apparurent sous un jour nouveau *a posteriori*.

4.

Le travail le plus important dans ce sens fut fourni par Pannekoek lorsque, dans le cadre d’une étude sur la philosophie de Lénine, il soumit de nouveau tout le bolchevisme à une analyse détaillée et fondamentale.

Dans cet écrit (12), Pannekoek n’a pas seulement démontré que le marxisme de Lénine n’est qu’une légende, que son prétendu marxisme est à l’opposé du marxisme authentique, il en a en même temps donné les raisons : « En Russie, la lutte [qui était à l’ordre du jour] contre le régime tsariste ressemblait de près à la lutte contre l’absolutisme telle qu’elle avait été poursuivie autrefois en Europe. En Russie également, l’Église et la religion étaient les piliers les plus solides du régime (...) » D’où il s’ensuivait que ce que Lénine tenait pour des conceptions matérialistes historiques dans le domaine de la philosophie ne se différençait quasiment pas du matérialisme bour-

(8) Otto Rühle, « Roter und brauner Faschismus », dans : *Schriften*, Reinbek 1971, p. 26. [Traduction française : *Fascisme brun, fascisme rouge*, op. cit. Citation p. 23 (NdT).]

(9) Otto Rühle, *Die Revolution ist keine Parteisache*, op. cit., p. 335 [éd. franç., thèse VII, *Invariance* p. 120, Entremonde p. 89 (NdT)].

(10) Otto Rühle, *Von der bürgerlichen zur proletarischen Revolution*, réédition Berlin 1970, p. 32 [« De la révolution bourgeoise à la révolution prolétarienne » ; il existe une traduction française de cet ouvrage, revue (*Dis*)continuité n°25, février 2008. (NdT).]

(11) Pannekoek, « Cinq thèses sur la lutte de classe » (1947), *Spartacus* n° 12 (décembre 1978), p. 7. Trad. reprise sur plusieurs sites Internet (vosstanie.blogspot.com, infolibertaire.net)

(12) J. Harper (Anton Pannekoek), *Lenin als Philosoph*, Amsterdam 1938, p. 105. [Trad. franç. : *Lénine philosophe*, cahier Spartacus n 34B, juin 1970. Citation p. 100 (NdT).]

geois français du XVIII^e siècle qui s'était développé à l'époque comme arme de l'esprit opposée à l'Église et à la religion.

De la même façon, c'est-à-dire en considérant les similitudes entre les rapports sociaux prérévolutionnaires en Russie et en France, les textes des communistes de conseils mirent très tôt en lumière le blanquisme des bolcheviks, le fait que Lénine revendiquait fièrement le titre de jacobin (13) pour lui-même et les membres de son parti, et que les bolcheviks s'imaginaient qu'il revenait à leur parti de tenir le rôle de jacobins de la révolution russe bourgeoise.

En effet, Lénine qualifiait de bourgeoise la révolution à venir en un temps où il n'avait aucune légende ni aucun mythe à défendre (14). Ce en quoi les théoriciens du communisme de conseils ne pouvaient qu'être d'accord avec lui. De leur point de vue, si, en mars 1918, donc quelques mois seulement après la révolution d'Octobre, les soviets furent définitivement dépossédés d'un pouvoir déjà réduit, cela résultait du caractère bourgeois de la révolution. Les soviets russes, qu'ils aient été ou non effectivement composés de véritables représentants de la classe ouvrière, étaient de toute façon tout à fait incongrus dans un système qui n'était, et ne pouvait être, rien d'autre que l'expression politique de conditions de production d'un capitalisme d'État. C'était une dictature du parti, d'une instance politique qui avait en mains les moyens de production nationalisés et par conséquent disposait de ce qui était produit, tout comme s'il s'était agi du reste d'un entrepreneur privé.

Le communisme tel que le concevait le mouvement des conseils était l'exact opposé d'un tel système. De son point de vue, une dictature du parti est incompatible avec une organisation de la société ayant pour principe économique l'abolition du travail salarié et l'exploitation qui en résulte. La démocratie des producteurs est logiquement inhérente à une société dans laquelle les producteurs sont libres et égaux. C'est autre chose, cela va sans dire, que la dictature prétendument du « prolétariat » et son pouvoir qui engendre la terreur.

Quant à celle-ci, parvenue à son comble sous Staline au milieu des années 1930, il n'y avait là rien d'essentiellement nouveau du point de vue du communisme de conseils ; tout avait commencé sous Lénine. Et le caractère de Staline ne pouvait pas expliquer sa formidable intensification ultérieure ; on devait plutôt y voir un phénomène concomitant au processus d'industrialisation et de prolétarianisation, donc concomitant à une accumulation primitive du même genre que celle qui avait eu lieu ailleurs.

(13) W. I. Lenin, « Ein Schritt vorwärts, zwei Schritte zurück », dans : *Ausgewählte Werke*, tome 2, Wien 1932, p. 436. [Traduction française : *V. I. Lénine, Un pas en avant, deux pas en arrière*. Voir en particulier le chapitre : « La nouvelle Iskra. L'opportunisme en matière d'organisation » (NdT).]

(14) W. I. Lenin, *Die zwei Taktiken der Sozialdemokratie in der demokratischen Revolution*. [Traduction française : *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique* (NdT)], citation extraite du *Proletarier*, périodique du KAPD, n° 8/9, 1926, p. 145.

Les bolcheviks ont pu appeler leur société communiste parce qu'ils pensaient à tort que l'étatisation des moyens de production, c'était l'écroulement du capitalisme. Cette conception, critiquée par Marx et Engels, avait aussi été celle de la social-démocratie lorsqu'elle parlait encore – ah que c'est loin tout ça – de renversement de la société capitaliste. En ce sens, on peut considérer, à l'instar de Rühle (15), les bolcheviks comme des sociaux-démocrates (radicaux).

(15) Otto Rühle, *Die Revolution ist keine Parteisache*, op. cit., p 334. [Cajo Brendel s'appuie ici sur une note de Frits Kool, dans : *Die Linke gegen die Parteiherrschaft* [« La gauche contre la dictature de parti »], sélection de textes du « communisme de gauche », dont celui ici cité d'Otto Rühle : « Non seulement le SPD ou l'USPD, mais aussi le KPD sont, aux yeux de Rühle et de ses camarades, "sociaux-démocrates" » (c'est-à-dire contre-révolutionnaires). » (Frits Kool, *Die Linke gegen die Parteiherrschaft*, Walter-Verlag, 1970, note 8, p. 334) (NdT).]

(16) J. Harper (Anton Pannekoek), *Lenin als Philosoph*, op. cit., p. 106 [éd. franç., p. 109 (NdT)].

(17) *Ibid.*, p. 112 [éd. franç. p. 113 (NdT)].

(18) Voir « Opstand der Arbeiters in Oost-Duitsland », de Cajo Brendel in *Episodent van Klassensstrijd*, Spartacus, 1953, et Daad en Gedachte, 1978, trad. fr. *L'Insurrection ouvrière en Allemagne de l'Est, juin 1953, lutte de classe contre le bolchevisme*, Échanges et Mouvement, 1979, rééd. 2017.

Pannekoek, c'était prévisible compte tenu de son analyse des conceptions théoriques du bolchevisme et de la situation économique dans laquelle celui-ci se trouvait, écrivait à ce propos : « [Comme Moscou l'exige] il faut (...) que (...) les ouvriers suivent le parti communiste, lui laissent la direction de la lutte, puis le pouvoir ; tandis que les membres du parti doivent obéir à leurs chefs dans la plus stricte des disciplines (16). » Résultat : « (...) La classe ouvrière en lutte pour son affranchissement (...) trouvera sur son chemin la philosophie de Lénine, théorie d'une classe qui cherche à perpétuer l'esclavage et l'exploitation des ouvriers (17). » C'était des mots prophétiques ! En 1953, quinze ans après qu'ils furent écrits, les ouvriers du bâtiment de la Stalinallee, dans ce qui était alors Berlin-Est, en firent l'expérience lorsque le léninisme se lança brusquement sur eux avec des chars (18).

Alors que la théorie du communisme de conseils prenait de plus en plus nettement corps, Pannekoek ne fut pas le seul à attirer l'attention sur ce qui séparait Marx de Lénine. Paul Mattick, qui vivait aux États-Unis depuis 1926 et s'était très tôt occupé des problèmes du mouvement ouvrier, le fit aussi indirectement. Dans un article



Spartakistes dans les rues de Berlin, janvier 1919. – Wikimedia Commons, the free media repository. <https://commons.wikimedia.org/wiki/File:AlzadosEspartaquistas..png>

intitulé « Die Gegensätze zwischen Luxemburg und Lenin (19) », il s'appuyait sur la critique d'Arnold Ruge par Marx pour démontrer qu'elle correspondait en tous points avec la critique de Lénine par Rosa Luxemburg, puisque les conceptions de Lénine étaient proches de celles de Ruge. Il n'y montrait pas seulement combien Lénine était éloigné du point de vue prolétarien de Marx en même temps qu'il comparait de près Lénine avec Marx, il mettait en pleine lumière les idées de ce dernier.

Contre Lénine qui faisait de toute la révolution une question d'intervention consciente de ses révolutionnaires professionnels jacobins, Mattick alléguait, à la suite de Marx, que plus le prolétariat développait une conscience politique plus cela impliquait pour lui des luttes inutiles et irrationnelles ; car elle étouffait ses instincts de classe beaucoup plus sûrs et mettait des œillères aux ouvriers, les empêchant ainsi de voir qu'en réalité leurs tâches étaient sociales.

5.

L'analyse de Mattick abordait un point sur lequel les communistes de conseils ne cesseront d'insister. Les ouvriers entrent en lutte non pas parce qu'une intelligentsia révolutionnaire leur aura fait la leçon, mais parce que leur position de classe dans la société les pousse spontanément à l'action. Le capitalisme ne sera pas renversé simplement parce que les ouvriers le veulent, mais la révolution est inévitable parce que la lutte de classes est inévitable sous le capitalisme. En conséquence, le communisme de conseils rejette la thèse de Lénine selon laquelle « il n'y a pas de pratique révolutionnaire sans théorie révolutionnaire », et oppose à celui-ci la thèse exactement inverse : il n'y a pas de théorie révolutionnaire sans pratique révolutionnaire ! Et cela avant tout parce que toute théorie n'est qu'un ensemble d'idées à propos d'une réalité donnée. Il n'y a pas de théorie sans objet sur lequel théoriser.

La théorie du communisme de conseils repose sur les luttes de classes menées à notre époque et les tendances actuelles du développement de la société capitaliste, tout comme la théorie de Marx se fondait sur les luttes de classes de son époque et les tendances du capitalisme de son temps. C'est la conséquence d'une même méthode d'investigation. Si le communisme de conseils s'oppose énergiquement à ce que les ouvriers obéissent sans broncher à une direction d'un parti et s'il se déclare en faveur de la spontanéité et de l'autonomie du mouvement ouvrier, c'est

(19) Dans : *Rätekorrespondenz*, n° 12 (septembre 1935).
[Traduction française : « Les divergences de principe entre Rosa Luxemburg et Lénine », dans : *Intégration capitaliste et rupture ouvrière*, EDI, 1972 (NdT).]

parce que l'évolution en cours de la lutte de classes met en évidence une chose que l'on ne peut négliger : l'unique perspective envisageable réside dans un nouveau mouvement des ouvriers, qui se caractérise par son indépendance par rapport à toute soi-disant « avant-garde » et qui ne se laisse pas influencer par des idéologies discréditées.

Un nouveau mouvement ouvrier autonome totalement différent du mouvement ouvrier traditionnel ne peut pas être, selon le point de vue du communisme de conseils, créé artificiellement. Il émane de la société et est la conséquence des luttes sociales. La démocratie des conseils est là où il se dégage, consciemment ou non !

Ca. Br.

(traduit de l'allemand par Jean-Paul Vilaine)

